

Reiner Tosstorff, *The Red International of Labour Unions (RILU) 1920-1937*. Publié en 2016 par Haymarket Books, Chicago, Il.

Première édition en allemand : *Profintern : Die Rote Gewerkschaftsinternationale 1920-1937* par Ferdinand Schöningh, Paderborn, 2004.

Recension et commentaire du livre
de Reiner Tosstorff,
*The Red International of Labour
Unions (RILU) 1920-1937*
suivi de
« Commentaires additionnels »

René Berthier

Le livre de Reiner Tosstorff nous raconte une histoire passionnante en même temps qu'il nous fait découvrir un monde que le mouvement libertaire ne connaît pour ainsi dire pas, et les historiens académiques guère plus. Les premiers ont une tendance à ignorer les organisations « autoritaires » et tout ce qui touche au mouvement communiste ; quant aux seconds, l'Internationale syndicale rouge a été reléguée par eux à l'ombre de l'Internationale communiste : l'histoire du mouvement ouvrier n'est vue qu'à travers celle des partis.

Des travaux avaient été publiés sur l'ISR à partir des années 60 mais il restait de nombreux « trous ». Après la chute du rideau de fer des opportunités se sont ouvertes avec l'accès aux archives qui fut facilité.

L'historien allemand Reiner Tosstorff publia en allemand en 2004, en anglais en 2016 le livre qui restera longtemps un ouvrage de référence, *The Red International of Labour Unions (RILU) 1920-1937*. Il y expose en un seul volume de 900 pages le contexte, la genèse, les débats et la fin de cette organisation dont le bilan fut, selon l'auteur même, décevant et l'existence en fin de compte assez courte.

La précision de son travail est en quelque sorte la continuation et sans doute l'aboutissement de travaux antérieurs tels que ceux de Wayne Thorpe, Marcel van der Linden, Robert Wohl, Frederick Kaplan ¹, Bruno Groppo et bien d'autres.

Tosstorff montre que l'ISR fut constituée sur la base d'une jonction entre bolchevisme et syndicalisme révolutionnaire, ces derniers emmenant avec eux des traditions qui finirent par se confronter aux pratiques des bolcheviks. Dans une phase initiale, l'influence des communistes put se développer grâce à cet apport international de forces vives : l'auteur nous rend un compte détaillé du développement des organisations syndicales dans les pays concernés, il nous expose également l'histoire des mouvements communistes et syndicalistes révolutionnaires en Europe aussi bien qu'en Amérique.

Selon Reiner Tosstorff, l'Internationale syndicale rouge, qui fut « l'expression organisée au niveau international des activités syndicales communistes », fut traitée de manière superficielle et négligente dans l'historiographie récente. Bien qu'elle prétendît jouer un rôle indépendant sur le plan international, l'ISR apparaît presque toujours comme un effet collatéral de l'histoire de l'Internationale communiste qui réunissait les partis communistes, nous dit Tosstorff en introduction. Pour certains, l'ISR « ne sera jamais plus qu'une note de bas de page dans l'histoire du mouvement ouvrier, elle n'a jamais représenté grand chose » (Geoffrey Swain). Pour d'autres, « elle fut dans les années 1920, de loin la plus puissante et la plus importante des organisations auxiliaires qui gravitaient autour du Komintern. C'était, en effet, la seule qui pouvait revendiquer une certaine indépendance, et elle fut plus qu'un organe subsidiaire" (E.H. Carr). Ces deux opinions extrêmes ne sauraient être retenues, selon moi : elles reflètent plutôt les *a priori* idéologiques de leurs auteurs qu'une réalité historique. Loin d'être une « note en bas de page » l'ISR fut

1 • Marcel van der Linden - Wayne Thorpe, *Revolutionary Syndicalism. An International Perspective*, Aldershot 1990 ;
• Frederick Kaplan, *Bolshevik Ideology*,
• Wayne Thorpe, *The Workers Themselves'. Revolutionary Syndicalism and International Labour, 1913-1923*, Dordrecht. 1989 ;
• Robert Wohl, *French Communism in the Making, 1914-1924*, Stanford 1966.
• Bruno Groppo, "La Création du Conseil international des syndicats, (Moscou, juillet 1920), *Communisme, revue d'études pluridisciplinaires*, 1, 1982.

incontestablement une réalité en puissance qui ne put s'accomplir. Quant à l'indépendance dont elle put se revendiquer, on peut dire là encore que ce fut une indépendance potentielle qui fut brisée dès le départ.

Selon Tosstorff, c'est la confrontation entre syndicalistes révolutionnaires et bolcheviks qui donna la première impulsion vers la fondation de l'ISR, parce qu'une telle organisation n'entraîna pas dans le cadre conceptuel des bolcheviks². J'ajouterai que la totale ignorance des questions syndicales par les bolcheviks se révéla par le fait que pour prendre la présidence de l'ISR, ils durent chercher Losovski, un militant qui avait eu des relations un peu tumultueuses avec le parti (exclu, réadmis et plutôt non orthodoxe) : c'était un des rares militants d'envergure qui avait une certaine expérience syndicale, acquise à la CGT française³.

Mais cette confrontation ne fut que le point de départ de l'ISR. Tosstorff entend combiner l'étude de la relation entre syndicalistes révolutionnaires et communistes avec la question générale de l'influence communiste au sein du mouvement syndical international. « A cet effet, dit-il, il s'est avéré impossible d'éviter de discuter des autres organisations syndicales internationales et avant tout de la Fédération syndicale internationale (FSI) connue comme l'Internationale d'Amsterdam parce que son siège était dans cette ville ». On a déjà là en germe l'une des contradictions qui apparaîtront rapidement : tandis que l'ISR fut fondée avec des militants qui étaient en opposition radicale avec l'Internationale d'Amsterdam, la stratégie soviétique du « Front unique »⁴ en vint rapidement à considérer comme essentiel un rapprochement avec les organisations réformistes et, à ce titre, l'ISR devint un obstacle à cette stratégie. En d'autres termes, l'Internationale syndicale rouge fut fondée en même temps que fut mise en œuvre la stratégie de Front unique pour la réalisation de laquelle l'ISR allait devenir un obstacle !... Mais Tosstorff va montrer que « les initiatives en vue de la dissoudre rencontreront une résistance féroce de la part de l'appareil de l'ISR, pour des raisons d'auto-préservation bureaucratique, pour ainsi dire, menées par le secrétaire général de l'organisation, Alexandre Losovsky ». (p. 3.)

2 On pouvait lire sur Internet un extrait du travail de Reiner Tosstorff, « The Syndicalist Encounter With Bolshevism », *Anarchist Studies*, Vol. 17, Issue 2, July 2009, Pp. 12-28. (<https://fr.scribd.com/document/192356389/Reiner-Tosstorff-The-Syndicalist-Encounter-With-Bolshevism-Anarchist-Studies-Vol-17-Issue-2-July-2009-Pp-12-28>)

Traduction en français : « La confrontation du syndicalisme révolutionnaire avec le bolchevisme » (http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/confrontation_sr_bolchevisme_03-02-2018.pdf)

3 A. Lozovsky : Les syndicats et la révolution (1922), *Discours prononcé au congrès de la CGTU à Saint-Etienne, juin 1922*. <http://monde->

Le mouvement libertaire connaît peu l'Internationale syndicale rouge

Si le mouvement libertaire connaît peu l'Internationale communiste, il connaît encore moins l'Internationale syndicale rouge, ou « Profintern ». Ces deux instances ne sont que très rarement mentionnées dans les textes du mouvement, ce qui est une grave erreur. En effet, les organisations internationales créées par les bolcheviks — l'IC au niveau politique et l'ISR au niveau syndical – ont joué un rôle si déterminant dans l'histoire de l'anarchisme et du syndicalisme révolutionnaire à partir des années 20 qu'il est impossible de comprendre le destin de ces deux courants après la révolution russe sans y faire référence. Je dirais même qu'on peut considérer l'anarcho-syndicalisme comme un effet collatéral de la création de l'Internationale syndicale rouge.

Après la fondation de l'Internationale communiste en mars 1919, les dirigeants bolcheviks avaient très rapidement fait deux constats :

1. L'extension de la révolution à l'Europe, et en particulier à l'Allemagne, avait échoué.
2. Peu de monde ralliait l'Internationale communiste.

Les autorités soviétiques parvinrent à la conclusion que la priorité absolue devait être d'assurer la préservation du régime mis en place par le coup d'État d'octobre 1917 ; elles comprirent également que les éléments dissidents des partis socialistes qui se ralliaient à la Révolution russe, souvent constitués de petits bourgeois, d'intellectuels ou de jeunes ouvriers inexpérimentés, de socialistes opportunistes, ne suffiraient pas pour constituer une force et qu'il faudrait rallier le noyau militant du mouvement ouvrier international, constitué dans presque tous les pays par les organisations syndicalistes révolutionnaires, ou par les minorités syndicalistes révolutionnaires qui militaient dans les centrales syndicales réformistes.

Les communistes russes avaient un besoin vital de caution révolutionnaire auprès du mouvement ouvrier international, et cette caution ouvrière, ils ne pouvaient la trouver que dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire et accessoirement dans une partie du mouvement anarchiste, celle qui constituait en quelque sorte le « noyau dur » du courant SR. Cela n'empêchait d'ailleurs pas les bolcheviks de réprimer féroce en Russie

nouveau.net/spip.php?article353

4 Cf. René Berthier, Réflexions sur l'Internationale communiste et la stratégie du « Front unique », <http://monde-nouveau.net/spip.php?article459>

même ces courants révolutionnaires dont ils réclamaient le soutien en dehors du pays. Précisément, si l'un des points de rupture entre bolcheviks et syndicalistes révolutionnaires porta sur la question de l'indépendance syndicale, l'autre porta sur la répression des anarchistes⁵, et des ouvriers en général, par le pouvoir soviétique. Ces deux points en entraînaient un autre : jusqu'à quel point les syndicalistes révolutionnaires pouvaient-ils continuer de travailler avec les communistes russes, dans une Internationale dominée par eux.

Le double constat de la faiblesse des partis communistes constituant l'IC, et de la puissance du courant syndicaliste révolutionnaire international, conduisit les communistes russes à la conclusion qu'il fallait mettre en place une structure de type syndical qui serait susceptible de rassembler des organisations qui auraient refusé d'adhérer à une Internationale *politique*, ou plus précisément à une Internationale des *partis*.

L'Internationale syndicale rouge s'est constituée en juillet 1921 dans la foulée du 3^e congrès de l'Internationale communiste (juin 1921), en plein reflux du mouvement révolutionnaire en Europe (chapitre 4).

Très rapidement, des désaccords apparurent. Tosstorff nous dit que le point culminant du congrès fut le débat, qui dura trois jours, sur la question des relations entre l'ISR et l'IC : « Ce que cela signifiait pour la majorité communiste, c'était que s'ils ne parvenaient pas à obtenir l'adhésion directe des syndicats au Comintern, à cause de l'opposition d'une partie considérable du groupe des syndicalistes révolutionnaires, ils pourraient au moins établir le lien le plus proche possible entre l'Internationale syndicale et l'Internationale des partis politiques. » (p. 362.)

Afin de rallier à eux les syndicalistes révolutionnaires, les communistes russes se trouvèrent obligés de mettre des formes, en particulier sur la question de l'indépendance syndicale, que les délégués SR allaient inévitablement poser – une question sur laquelle les communistes russes n'entendaient pas faire de concessions, mais qu'ils s'efforcèrent d'étouffer par de vagues engagements qu'ils ne tinrent pas. Mais créée à l'initiative du pouvoir soviétique, poursuivant les objectifs définis par celui-ci, financée par lui, ayant son siège en Russie, personne ne peut douter que l'ISR, fût un outil au service de l'Internationale communiste.

L'occultation du rôle de l'Internationale syndicale rouge dans les histoires du mouvement ouvrier est due sans doute au fait qu'elle fut dès le départ conçue par les dirigeants bolcheviks comme un simple auxiliaire de la politique extérieure du communisme russe, et que pour comprendre cette politique extérieure, il suffisait de s'en tenir à l'examen de l'activité de

5 Sur les anarchistes emprisonnés, voir le chapitre 4: "Syndicalist Opposition and the Question of the Anarchist Prisoners", p. 391 sq.

l'Internationale *politique*, le Komintern. Attitude fort peu dialectique, qui évacue le fait que ces deux instances avaient des bases sociales totalement différentes et ne pouvaient donc être abordées avec des critères d'analyse identiques.

Tosstorff décrit les difficultés qu'avaient les délégués SR à se rencontrer dans des chambres d'hôtels exiguës, mais aussi les difficultés liées à la barrière des langues, et les désaccords tactiques qui étaient apparus entre organisations ayant une base de masse et groupes minoritaires dans leur pays.

« Ce ne sont pas seulement des difficultés linguistiques qui empêchèrent les groupes d'opposition au congrès de l'ISR de parvenir à un accord. Les représentants d'organisations ou de courants syndicalistes révolutionnaires influents en France et en Espagne étaient confrontés à des problèmes différents de ceux des délégués des 'organisations syndicalistes révolutionnaires indépendantes' d'Europe centrale et des pays anglophones. » (p. 392)

Ces différences, nous dit Tosstorff, déterminèrent grandement les positions des uns et des autres sur les questions de tactique. Elles jouèrent également un rôle dans la question de savoir s'il fallait quitter l'ISR immédiatement ou s'il était possible de travailler sur le long terme au sein de l'organisation. Selon Tosstorff, les représentants des grandes organisations SR étaient favorables à la première option tandis que ceux des minorités syndicalistes étaient favorables à la seconde. (Cf. « The Syndicalist Opposition and the Question of the Anarchist Prisoners », pp. 391-402)

Soutenir le pouvoir soviétique

Au-delà de l'objectif proclamé de l'extension mondiale de la révolution, l'Internationale communiste devint très rapidement une organisation dont l'objectif réel était de soutenir le pouvoir soviétique, de relayer la politique internationale de l'Union soviétique, de constituer des noyaux prolétariens susceptibles de fonder des partis communistes dans tous les pays. Les 21 conditions que les partis désireux d'adhérer à l'IC devaient accepter établissaient des règles extrêmement strictes : la lecture de ce document montre que les partis communistes étaient totalement dépendants de la politique décidée par la direction de l'IC pour ce qui concerne la presse, la stratégie, la politique locale, etc. En outre, la 9^e de ces conditions imposait la création, dans toutes les organisations de masse, et en particulier les syndicats, de fractions communistes dont la fonction était de prendre le

contrôle de ces organisations et d'y imposer la politique décidée par l'IC. Comment parler sérieusement d'indépendance de l'Internationale syndicale rouge, dans ces conditions ?

L'intérêt du travail de Reiner Tosstorff sur l'Internationale syndicale rouge, selon moi est triple :

1. Il montre à quel point la fondation de l'ISR est liée à la rencontre, au niveau international, entre syndicalisme révolutionnaire et communisme. David Berry a montré dans son ouvrage *A History of the French Anarchist Movement, 1917-1945* ⁶ que les premières années de la révolution russe ont été caractérisées par le soutien enthousiaste des mouvements anarchiste et SR en France. Le même enthousiasme eut lieu au niveau international ⁷. C'est ce que note Tosstorff.

2. Il remet à leur place un certain nombre d'idées reçues qui depuis quelque temps tendent à mythifier le rôle de cette organisation. Tosstorff montre au contraire qu'elle fut un relatif échec et que son bilan est franchement mauvais.

3. Il montre que les tendances au centralisme et à l'uniformité idéologique étaient en place avant Staline. C'est là un constat que les anarchistes ont fait depuis longtemps, mais il est bon qu'il soit fait dans un ouvrage érudit et académique qui, je pense, fera référence.

La première partie du livre est consacrée à l'esquisse du mouvement syndical international avant 1914. On aurait souhaité que les passages où Tosstorff évoque le congrès syndicaliste révolutionnaire de 1913 soit plus étoffé et que son argumentaire soit plus « politique », si je puis dire : en effet, ce congrès ne se réduisit pas à des conflits de personnes ou au degré de pénétration des idées anarchistes dans chaque mouvement (p. 28). Il me semble que Tosstorff passe à côté des raisons pour lesquelles la CGT ne participa pas à ce congrès. Il n'aborde que partiellement la question des désaccords entre la centrale française et le Secrétariat international. Selon lui les désaccords portaient sur le fait que la CGT voulait élargir le rôle du Secrétariat international, ce dernier s'y refusant parce que cela aurait fait concurrence à la II^e Internationale : ce qui est exact. Mais la raison principale du désaccord entre la CGT et le Secrétariat international portait sur le fait que les dirigeants français voulaient aborder une question

6 Traduction française ; David Berry, *Le mouvement anarchiste français*, Éditions libertaires.

7 Le numéro spécial du *Monde Libertaire* sur le centenaire de la révolution russe (n° 1790, juillet-septembre 2017) montre ce soutien international du mouvement anarchiste avec des articles écrits par des auteurs italiens, allemands, britanniques, chiliens, espagnols, brésiliens, russe.

« politique », à savoir la mise en œuvre d'une stratégie commune avec les Allemands en cas de guerre entre les deux pays, ce qui posait la question de la grève générale : or les dirigeants socialistes et syndicalistes allemands ne voulaient à aucun prix en entendre parler. Faut-il rappeler que la CGT a organisé en 1912 une grève générale contre la guerre, et que *jusqu'au dernier moment* elle a tenté de négocier avec ses homologues allemands une action commune ?

Ces faits ne sont qu'indirectement liés au sujet qui nous concerne ici, mais ils expliquent la raison pour laquelle la CGT n'a pas participé au congrès de 1913, à la grande déception des organisations syndicalistes révolutionnaires présentes. A tort ou à raison, les dirigeants de la CGT avaient établi comme priorité absolue la lutte contre la guerre : cette lutte, pensaient-ils, ne pouvait se faire qu'avec des partenaires allemands. Il ne fallait donc pas couper les ponts avec eux. Tosstorff perçoit bien le danger de scission que faisait courir le très puissant courant réformiste qui dominait en fait la CGT, mais il ne perçoit pas le mobile essentiel de la direction confédérale, qui fut jusqu'en septembre 1914 de tenter de parvenir à une action commune contre la guerre.

En outre, la convocation au congrès de 1913 avait été envoyée non pas à la direction confédérale de la CGT mais à *La Vie ouvrière*, la revue fondée en 1909 par Pierre Monatte. Or à ce moment-là, le courant syndicaliste révolutionnaire avait commencé à se fracturer. Il y avait un courant « moderniste » avec Monatte et ses amis : ce sont eux qui prirent la décision de ne pas participer au congrès de 1913. Il y avait également un courant « orthodoxe » qui s'en tenait aux thèmes traditionnels du syndicalisme révolutionnaire : action directe, etc. Cette fracture se retrouvera après la guerre avec cette partie du courant SR qui soutiendra l'Internationale syndicale rouge, et cette autre partie, avec Pierre Besnard, qui s'y opposera et fondera à Berlin la seconde AIT ⁸.

Selon Tosstorff, la fondation de l'Internationale syndicale rouge fut une réaction des Soviétiques à la fondation, à l'issue de la guerre, de la Fédération syndicale internationale (FSI), réformiste, dont le siège était à Amsterdam. Le premier pas vers la création par les bolcheviks d'une Internationale syndicale révolutionnaire fut l'organisation en 1920 d'un Conseil international des syndicats chargé de convoquer un congrès international ⁹. Mais contrairement à ce que voudrait une approche

8 Arthur Lehning : « Du syndicalisme révolutionnaire à l'anarchosyndicalisme. – La naissance de l'Association internationale des travailleurs de Berlin ». <http://monde-nouveau.net/spip.php?article464>

9 Voir également : Bruno Goppo, « La création du Conseil international des syndicats (Moscou, juillet 1920). In *Communisme, Revue d'Études pluridisciplinaires*, 1, 1982..

« révisionniste » de l'histoire de l'ISR, celle-ci resta une organisation étroitement sectaire qui échoua à gagner une influence de masse aux dépens des mastodontes réformistes qu'étaient les Trade unions britanniques et les syndicats social-démocrates allemands, tous deux adhérents de la Fédération syndicale internationale.

Quelques transfuges du courant syndicaliste révolutionnaire, tels que Pierre Monatte, Alfred Rosmer en France et Andrés Nin en Espagne, contribuèrent à donner une légitimité révolutionnaire à l'Internationale syndicale rouge, mais pour un court moment seulement. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale — dans un contexte tout à fait différent — qu'en France et en Italie le mouvement syndical passa sous l'hégémonie communiste, mais à ce moment-là l'ISR avait été dissoute depuis longtemps. Nous ne sommes donc plus dans la même problématique.

La révolution allemande

Particulièrement intéressante est la partie de l'ouvrage consacrée à la révolution allemande. Tosstorff décrit la fermentation politique mise en mouvement par la révolution allemande dans l'extrême gauche, syndicale et politique. Comme partout ailleurs, les organisations révolutionnaires allemandes s'étaient enthousiasmées pour la révolution russe, et les bolcheviks ne manquaient pas d'utiliser à leur profit cet élan révolutionnaire.

La stratégie de Front unique décidée par l'Internationale communiste, imposant de militer dans les syndicats de masse réformistes, fut très diversement acceptée au niveau international, en particulier en Allemagne, où pourtant les communistes russes, en tout cas en principe, avaient de longue date espéré une révolution prolétarienne. Les bolcheviks étaient tellement certains que la révolution éclaterait en Allemagne que l'ISR avait été chargée de préparer les plans d'un soulèvement, d'un « Octobre allemand », en étroite collaboration avec le Komintern. Le secrétariat de l'ISR était si convaincu d'une rapide victoire que « des préparations furent faites en vue de transférer l'ISR en Allemagne dès que les événements révolutionnaires commenceraient » (p. 663).

Pourtant, les machinations de Moscou empêchèrent que ces multiples organisations ne se soudent en une organisation compacte : au contraire, elles aliénèrent les travailleurs. La catastrophe de l'Action de Mars, en 1921 — un véritable putsch tenté dans la région minière du centre de l'Allemagne — éloigna définitivement de Moscou les syndicalistes révolutionnaires qui

s'étaient rapprochés de l'aile gauche du Parti social-démocrate indépendant en décembre 1920¹⁰.

Le KPD, le Parti communiste allemand, ne fut pas capable de gagner une influence significative dans les syndicats dominés par les sociaux-démocrates, en dehors de quelques bastions locaux. Il ne fut pas capable de résoudre le dilemme : travailler dans les syndicats de masse réformistes ou dans les syndicats révolutionnaires indépendants ? En outre, nous dit Tosstorff, les divisions au sein du mouvement communiste allemand sur la stratégie à mener se doublèrent des divisions qui en même temps frappaient le parti communiste russe :

« Il convient d'ajouter que la lutte au sein de la direction bolchevique entre la troïka Staline-Zinoviev-Kamenev et Trotsky était à l'époque ouverte et jetait déjà son ombre sur la discussion d'un certain nombre de questions tactiques. » (p. 663)¹¹

On comprend donc qu'avec de tels alliés, la révolution allemande était sérieusement handicapée.

Tosstorff nous dit dans une note (143, p. 663) qu'il n'entend pas examiner les questions de politique interne en Allemagne à cette époque ni les discussions qui, au sein de la direction du parti bolchevik ou du Komintern, ont abouti à la tentative d'organiser un « octobre allemand ». On peut le regretter même si on comprend que cela n'entre pas dans le cadre de son travail. Mais dans la mesure où il nous dit que l'ISR cessa rapidement d'être un organisme indépendant pour devenir une sorte d'annexe syndicale de l'IC, on peut déduire qu'il n'est pas possible séparer la stratégie de l'Internationale syndicale rouge de celle de l'Internationale communiste.

Il me semble en effet que Tosstorff aurait pu mettre en relief le rôle catastrophique joué par Zinoviev, président de l'Internationale communiste, dans l'échec de la révolution allemande. C'est l'IC, c'est-à-dire Zinoviev, qui envoya Bela Kun en Allemagne pour « conseiller » le Parti communiste. Le représentant du Komintern encouragea le parti allemand à adopter la théorie de « l'offensive permanente ».

10 Voir René Berthier, *Digressions sur la révolution allemande ; 1918-19238*, Éditions du Monde libertaire, Paris, 2009, en particulier pp. 62-70.

11 Voir également : « La discussion sur les événements allemands acquit une signification supplémentaire en étant étroitement liée aux luttes de faction dans le parti bolchevik, puisque Brandler, Thalheimer et leur allié Radek étaient considérés comme des partisans de Trotsky. Transférer la responsabilité du fiasco allemand sur Brandler et Thalheimer, c'était donc attaquer Trotsky. Bien que Zinoviev et d'autres aient également critiqué la gauche du KPD (pour ses tendances « ultra-gauches » sur la question syndicale, par exemple), les deux parties avaient un ennemi commun et pouvaient donc former une alliance. » (Tosstorff, *op. cit.*, p. 667, note 154.)

En réalité, c'est Zinoviev, en tant que président de l'IC, qui joua un rôle déterminant dans la catastrophique « Action de Mars » dont l'objectif peut très bien avoir été d'occulter la responsabilité de Zinoviev, « patron » du parti bolchevik à Petrograd, dans le déclenchement de l'insurrection de Kronstadt. En effet, au moment même où se déroulaient ces événements en Allemagne centrale, les bolcheviks liquidèrent l'insurrection de Kronstadt et avaient fort à faire en Ukraine avec l'armée insurrectionnelle anarchiste de Nestor Makhno. Le fait que Lénine ait été furieux des menées de Bela Kun en Allemagne montre simplement que le parti bolchevik était tiraillé entre fractions opposées. La communiste Ruth Fischer, dirigeante du KPD, affirma que les communistes russes avaient voulu, en lançant l'offensive de mars 1921, détourner l'attention des problèmes internes de la Russie soviétique¹².

Cette idée faisait son chemin : en mai 1921, un délégué au congrès pan-russe des syndicats, Heckert, avait avancé cette hypothèse, que Pierre Broué conteste :

« Sans doute est-il faux de dire que l'insurrection de mars aurait pu, comme l'a laissé entendre Heckert, s'expliquer comme une tentative pour 'compenser' Cronstadt, mais l'hypothèse suivant laquelle elle aurait résulté de tentatives désespérées de Zinoviev pour faire 'percer' la révolution mondiale et réaliser l'économie de la NEP est loin d'être invraisemblable¹³. »

De même, Broué semble vouloir dédouaner Zinoviev en contestant que Bela Kun ait été un agent de l'IC : « Il faut en tout cas renoncer à la thèse selon laquelle la mission de Bela Kun aurait été en rapport avec l'insurrection de Cronstadt, certainement postérieure à son départ¹⁴. » La question reste posée, mais il me semble que Broué sous-estime considérablement le cynisme politique d'un bureaucrate tel que Zinoviev.

Il ne fait pas de doute, cependant, que les prolétaires allemands massacrés en mars 1921 avaient fait les frais des dissensions internes du parti bolchevik. En effet, deux positions s'affrontaient ; celle de Zinoviev qui contrôlait le Komintern, et celle de Lénine-Trotsky. Le premier

12 Concernant les problèmes internes de la révolution en Russie, Ruth Fischer pense « que les dirigeants russes, pour sortir de difficultés gigantesques, ne se sont pas contentés de concessions internes aux éléments capitalistes sur le terrain économique, mais cherchent à l'extérieur des points d'appui qui leur permettent de trouver avec l'impérialisme un modus vivendi. » Pierre Broué, *La révolution en Allemagne* (« *Le danger de scission à gauche* »)

13 Pierre Broué, *La révolution en Allemagne, 1917-1923*, (« *XLV. Paul Levi ou l'occasion manquée ?* »)

14 Pierre Broué, *La révolution en Allemagne, 1917-1923*, « La mission de Béla Kun »

préconisait la politique de l'offensive à tout prix : l'idée était que l'action elle-même créait les conditions de la victoire. Les seconds, estimant que les chances d'une révolution victorieuse étaient passées, pensaient que la prise du pouvoir n'était plus à l'ordre du jour et qu'il fallait conquérir le soutien des masses. Ils avaient fini par comprendre qu'en Allemagne, comme dans les autres pays occidentaux, le mouvement ouvrier n'était vierge ni politiquement ni syndicalement, comme il l'avait été en Russie, que l'influence des partis politiques et des syndicats y était ancienne et profonde et que c'était là un constat qui ne pouvait pas être évité. De fait, pendant l'« Action de mars », les communistes n'avaient pas été partout bien accueillis : lorsqu'ils ne se heurtaient pas à de la simple indifférence, les agitateurs communistes étaient parfois expulsés *manu militari* par les travailleurs, comme dans les usines Krupp. Menant le combat contre le courant Zinoviev, Lénine et Trotsky ne réussirent à imposer leurs vues qu'au troisième congrès de l'Internationale communiste. Pierre Broué estime que la persistance de la « théorie de l'offensive » soutenue par la direction du Komintern aurait conduit à « une liquidation rapide des P.C. européens dans des aventures gauchistes à la Kun, si l'Internationale n'avait pas elle-même arrêté les frais, grâce à l'autorité de Lénine et de Trotsky ».

L'écrasement de l'« Action de mars » intervient le 1^{er} avril, deux semaines après celui de Kronstadt (18 mars 1921). On peut s'interroger sur la volonté qu'avaient réellement les bolcheviks russes, ou en tout cas les dirigeants de l'Internationale communiste, de voir se développer en Allemagne une révolution prolétarienne victorieuse qui leur aurait ôté la vedette. Ils ont soutenu, voire poussé les travailleurs allemands à l'insurrection alors qu'au même moment ils cherchaient à nouer des alliances avec les différents États du monde capitaliste.

La vague révolutionnaire avait reflué

Lorsque l'ISR s'est créée, la vague révolutionnaire avait reflué. Je pense qu'on peut même dire qu'elle fut un produit de ce reflux, au même titre que la stratégie de Front unique. (Ch. 6 « The united Front that didn't happen », p. 609 sq.)

La nécessité absolue dans laquelle s'était trouvée l'Internationale communiste, puis l'Internationale syndicale rouge, d'attirer les éléments révolutionnaires, *c'est-à-dire* les syndicalistes révolutionnaires, n'avait plus lieu d'être dès 1923. A cette date, les militants SR avaient soit rejoint le parti communiste, ou avaient quitté l'ISR. Tant qu'il était resté des militants syndicalistes révolutionnaires, leur manière d'aborder les problèmes pouvait encore se faire un peu entendre dans les débats, mais je dirais que les

derniers à être partis furent les derniers à avoir compris qu'ils n'avaient jamais été autre chose qu'un alibi révolutionnaire au profit d'une organisation internationale dont l'objectif a rapidement cessé d'être la révolution mondiale mais la sauvegarde des intérêts nationaux de l'Union soviétique.

En 1921 une scission avait eu lieu dans la CGTU. Les syndicats qui décidèrent cette scission formèrent une nouvelle organisation, la CGTU, ou « unitaire » (on scissionne et on se dit « unitaire ») au sein de laquelle s'affrontèrent un courant syndicaliste révolutionnaire et un courant communiste. Dans un premier temps les syndicalistes révolutionnaires furent largement majoritaires, mais leur courant se fractionna en un courant favorable à l'adhésion de la CGTU à l'ISR, et un courant opposé, ce qui modifia le rapport des forces en faveur des communistes. Le syndicat de Pierre Monatte avait refusé de quitter la CGT, ce qui ne l'empêcha pas d'exprimer son opinion quant à l'adhésion à l'ISR. Les positions de Monatte, une personnalité jouissant d'un grand prestige dans la classe ouvrière, furent largement utilisées par les communistes soucieux de se donner une légitimité révolutionnaire et prolétarienne auprès des ouvriers français.

Le naïf Monatte, qui n'avait sans doute pas pris connaissance de la 9^e condition d'admission des partis à l'Internationale communiste, ou qui ne la prenait pas au sérieux, adhéra au Parti communiste en mai 1923, convaincu que celui-ci respecterait l'indépendance syndicale à laquelle il était si attaché. Mais il fut rapidement exclu, le 8 décembre 1924 (avec Rosmer et Delagarde) une fois qu'il fut devenu inutile, sans avoir bien compris pourquoi. Il fut accusé d'avoir participé à « l'offensive antiprolétarienne et anticommuniste menée par les forces combinées du fascisme démocratique et du Bloc des Gauches fascisé »¹⁵. La rhétorique stalinienne est déjà en place. Vingt-cinq ans plus tard, il déclara dans une interview qu'il ne regrettait pas d'être entré au parti : « si je ne l'avais pas fait, il y aurait eu des choses que je n'aurais pas comprises par la suite. » (p. 147) Surprenante déclaration et surprenante surdité ! Lorsque Monatte adhéra au Parti, cela faisait des années qu'une abondante information circulait sur le régime répressif de l'Union soviétique, sur la répression anti-ouvrière féroce qui y régnait. Cette information provenait en grande partie du mouvement anarchiste : est-ce pour cela que Monatte ne l'entendait pas¹⁶ ?

15 Cf. Colette Chamberlain, « Pierre Monatte : une autre voix syndicaliste », Editions de l'Atelier/La Part des Hommes, p. 146. Voir également l'article de *L'Humanité* du 11 septembre 1925 qui s'en prend violemment à Monatte : « Pierre Monatte, saboteur du mouvement ouvrier ? » (<http://monde-nouveau.net/spip.php?article593>)

Le départ des syndicalistes révolutionnaires issus du mouvement anarchiste, qui avaient très rapidement compris ce qui se passait en Russie soviétique, acheva définitivement de faire de l'ISR une chambre d'enregistrement du Komintern. Cependant, il serait extrêmement naïf d'imputer à ces militants qui, pour des raisons évidentes, ne pouvaient en aucun cas envisager de rester inorganisés sur le plan international, la responsabilité de la dérive subie ensuite par l'Internationale syndicale rouge. Il serait encore plus naïf d'imaginer que si ces militants étaient restés ils auraient pu garantir l'indépendance d'une organisation qui, dès le départ, n'avait jamais été conçue pour l'être.

La conversion des autres syndicalistes révolutionnaires, tels que Monatte, en communistes, puis en exclus du parti communiste, tendrait plutôt à donner raison à ceux qui décidèrent de ne pas adhérer à l'ISR. D'autant que la stratégie de l'Internationale communiste que suivait l'ISR allait plutôt vers un rapprochement avec les organismes syndicaux internationaux réformistes, en application de la stratégie du « Front unique » et au nom de l'« unité syndicale ».

De ce fait, le champ d'intervention de l'ISR se transféra, à partir du milieu des années 1920, vers les colonies (pp. 733-743) mais l'échec des interventions de l'Internationale communiste en Chine sonna le glas de cette tentative. La « troisième période » du Komintern (1928-1934) aurait pu fournir à l'ISR un nouveau souffle, mais ses tentatives malheureuses de créer des « syndicats rouges » et des « sous-Internationales » spécialisées pour les travailleurs noirs, les dockers, pour l'Amérique latine, échouèrent.

La mise en œuvre par le Komintern de sa politique de Front populaire en 1934-1936, qui préconisait « l'unité d'action » avec les organisations social-démocrates, voire bourgeoise, transforma l'ISR et ses organisations adhérentes en obstacles. C'est donc de manière presque confidentielle, presque furtive, que l'Internationale syndicale rouge fut dissoute en 1937.

16 Lorsque j'étais un jeune militant, le groupe anarcho-syndicaliste auquel j'avais adhéré tenait ses réunions rue Jean-Robert, à Paris, qui était le local de la revue *La Révolution prolétarienne*, fondée par Monatte en 1924. Souvent nous croisions les vieux camarades qui avaient connu la période de la fondation du Parti communiste, avec qui nous bavardions, et il nous arrivait de nous attarder à leurs réunions. Il y avait quelque chose d'émouvant et pathétique en même temps dans les débats entre vieux militants syndicalistes révolutionnaires qui avaient, dans leur jeunesse, rejoint éphémèrement le parti communiste. D'après débats les divisaient sur la date la plus appropriée de départ. Une hiérarchie aussi subtile qu'implicite s'était formée entre ceux qui l'avaient quitté (ou en avaient

Les débats qui ont parcouru l'ISR

La plupart des débats qui ont parcouru l'ISR lors de sa création n'avaient rien de nouveau : l'indépendance du mouvement syndical, le rôle de la grève et les rapports entre syndicats et partis. Toutes ces questions faisaient partie de l'ABC du syndicalisme révolutionnaire. Ce qui fut intéressant, c'est qu'elles furent posées au sein d'une institution créée par les bolcheviks que rien ne prédisposait à dialoguer sur ces questions, dans la mesure où, malgré leur ignorance presque totale de la question syndicale, ils avaient déjà les réponses inscrites dans l'oeuvre de Kautsky que Lénine avait copiées presque mot à mot dans *Que faire ?* Naturellement, le modèle de relation établi par la social-démocratie, réformiste comme radicale, entre parti et syndicat, fondé sur la subordination du second au premier¹⁷, se retrouva intégralement dans la relation entre IC et ISR même si, pendant un très court instant au début, on a pu penser que l'influence syndicaliste révolutionnaire aurait pu permettre aux thématiques de ce courant de garantir à l'ISR son autonomie. Ce constat met bien en lumière l'apparente nouveauté des désaccords stratégiques et programmatiques qui apparurent lors de la fondation de l'ISR.

Le simple fait qu'il y eut des discussions entre syndicalistes révolutionnaires et bolcheviks, que Losovsky soit intervenu pour obtenir des concessions en faveur des syndicalistes révolutionnaires (concessions qui furent immédiatement annulées une fois que le document qui les établissait avait été signé), a suffi à créer chez certains commentateurs naïfs l'illusion d'une « indépendance » de l'ISR par rapport au pouvoir bolchevik, qui en réalité parvint très rapidement à assujettir l'ISR à ses besoins politiques spécifiques. Ainsi, Tosstorff pointe le doigt sur « l'instrumentalisation croissante de l'ISR au service de stratégies politiques changeantes et en partie complètement contradictoires, qui ne peuvent à leur tour être expliquées qu'en référence au contexte global spécifique de la politique soviétique à un moment donné » (p. 819). Tosstorff ajoute que la génération fondatrice de l'ISR se retrouva rapidement en dehors de l'Internationale quand la stalinisation de l'Union soviétique conduisit à l'abandon de la stratégie de révolution mondiale, ce qui joua un rôle important dans la formation de groupes communistes d'opposition après le milieu des années 1920. L'auteur fait très judicieusement remarquer que « après 1929, la

été exclus) le plus tôt (c'est-à-dire ceux qui avaient « compris » le plus vite...) et ceux qui avaient tardé à partir ou qui en avaient été exclus tardivement.

17 Tosstorff fait cependant une remarque intéressante concernant l'Allemagne. En effet dans ce pays le syndicalisme était si puissante que le mouvement syndical avait les moyens de se dégager de la tutelle du parti socialiste. On peut donc en tirer la conclusion qu'il s'agit moins de tutelle que d'une stricte division du travail assumée.

tentation de l'ultra-gauchisme enfla l'importance de l'ISR sur le papier alors qu'en pratique celle-ci déclinait vers l'insignifiance politique ». (Voir ch. 8-5 « Organisational Inflation as a Compensation for Political Decline » [L'inflation organisationnelle comme compensation pour le déclin politique, pp. 773-785.]

Il y a ici un point que je ne partage pas avec Tosstorff : selon moi ce n'est pas la stalinisation de l'Union soviétique qui conduisit à « l'abandon de la stratégie de révolution mondiale ». Cet abandon résulte tout simplement du constat qui fut très rapidement fait par les bolcheviks, dès 1920, du reflux de la révolution mondiale. Dès lors, il devint nécessaire de réorienter la politique du pouvoir soviétique : le « socialisme dans un seul pays » n'est pas une invention de Staline.

Les dirigeants soviétiques mirent donc sur pied, lors du III^e congrès de l'IC, en 1921, une nouvelle stratégie dite du Front unique », destinée à faire face au reflux révolutionnaire : il n'était plus question que la politique internationale de la Russie soviétique soit véhiculée par de petites organisations – partis ou syndicats – minoritaires, voire ultra-minoritaires. Il fallait toucher le prolétariat là où il se trouvait, dans les organisations réformistes. Car le prolétariat européen n'avait pas « sanctionné » les dirigeants réformistes pour leur comportement pendant la guerre, au contraire : contre toute attente, les effectifs des organisations réformistes s'accrurent considérablement après la guerre. Alors que syndicalistes révolutionnaires et bolcheviks réunis avaient été convaincus que les prolétaires « sanctionneraient » les organisations réformistes pour leur « trahison » pendant la guerre, les effectifs du syndicat social-démocrate passèrent de 2,8 millions en 1918 à 7,3 millions en 1919.

Désormais, les actions révolutionnaires ne sont plus à l'ordre du jour : il faut travailler sur le long terme. Les militants révolutionnaires vont devoir se résoudre à se livrer à l'action parlementaire – projet qu'il sera difficile à faire admettre à des militants syndicalistes révolutionnaires hostiles à cette stratégie, ou aux révolutionnaires allemands, qui furent les seuls à avoir été confrontés directement aux communistes russes qui leur furent envoyés comme « conseillers », et qui développèrent un anti-bolchevisme viscéral. Les militants révolutionnaires vont devoir également rester dans les syndicats réformistes afin de montrer qu'ils sont les mieux armés pour la lutte revendicative. Il s'agissait, clairement, de couper l'herbe sous le pied des réformistes.

Tosstorff nous dit d'ailleurs que l'ISR était grandement handicapée par le fait qu'elle suivait les fluctuations parfois contradictoires de la politique de l'Internationale communiste : « En fait, les stratégies successives suivies par l'ISR pendant son existence suivaient toujours le cours des changements dans la ligne adoptée par le parti et par le Komintern » (p. 820), ce qui la conduisit à « perdre rapidement toute crédibilité. » L'ISR, selon Tosstorff,

perdait de plus en plus son caractère syndical : les organisations adhérentes ne pouvaient plus être considérées comme des organisations syndicales à proprement parler parce que, selon lui, elles n'avaient plus la fonction de protéger les intérêts des travailleurs et parce qu'elles étaient dirigées par des fractions communistes. Tosstorff nous dit que l'organisation n'obtenait pas de succès et qu'elle termina ses jours dans une position impossible et inextricable.

Au début, le programme de l'ISR affirmait que son activité était indépendante, même si c'était sous la supervision du parti communiste. Les dirigeants communistes percevaient l'ISR comme une minorité révolutionnaire, comme une direction de rechange au sein du mouvement syndical destinée à contre-balancer l'influence de l'Internationale d'Amsterdam et comme un instrument de centralisation.

Ce n'est probablement pas délibéré chez l'auteur de l'ouvrage que j'examine mais celui-ci met en relief un certain nombre de problématiques qu'on retrouve étonnamment semblables dans l'histoire de l'AIT. En bons communistes, les bolcheviks ne concevaient pas l'ISR – comme d'ailleurs l'IC – autrement que comme une organisation centralisée. La centralisation était évidemment nécessaire si on voulait que ces organisations obéissent au doigt et à l'œil aux impératifs de la politique internationale soviétique — mais je dirais que c'est là une constante en quelque sorte « génétique » chez les communistes. L'ISR et l'IC étaient des organisations extrêmement centralisées qui ne fonctionnaient que par les « instructions » reçues du sommet. Or de tels principes, appliqués à une organisation d'ampleur internationale, ne sont pas un facteur d'efficacité mais au contraire d'inefficacité. On retrouve le même problème dans les débats qui ont opposé marxistes et fédéralistes dans l'AIT.

Autre point commun avec l'AIT, la manière dont la direction de l'ISR était désignée contribuait à la rendre inefficace : elle était constamment réélue aux congrès, mais en dehors d'un tout petit « noyau dur » inamovible, la direction de l'organisation était constamment modifiée par cooptation, ce qui fait curieusement penser à la manière dont le Conseil général de l'AIT était désigné... (Cf. p. 493 sq.)

L'ISR cessa rapidement de devenir un enjeu

L'ISR cessa rapidement de devenir un enjeu, aussi bien pour le mouvement ouvrier international que pour les autorités soviétiques. Les velléités de l'organisation de maintenir son indépendance ne durèrent que jusqu'au moment où ceux des syndicalistes révolutionnaires les plus lucides comprirent qu'il n'était pas possible de négocier avec les communistes et

abandonnèrent l'idée de rester dans l'ISR. Un point que, selon moi, Tosstorff ne développe pas assez. Il nous dit cependant que la démocratie syndicale dans l'organisation fut abolie dans la pratique, une régression qui selon lui n'était pas fortuite car elle correspondait aux modifications dans le degré d'activité indépendante autorisée par le pouvoir aux syndicats. Tosstorff leur accorde une « modeste sphère d'influence » jusqu'en 1929, après quoi ils sont changés en « agences d'État, purement et simplement ». (Tosstorff parle-t-il de 1929 parce que c'est l'année où Staline a expulsé Trotski?) On comprend bien le processus que décrit Tosstorff, mais je ne partage pas son point de vue concernant le calendrier. Pour ce que le mouvement anarchiste peut savoir, *il y avait longtemps*, bien avant 1929, que le syndicalisme soviétique était tombé entièrement sous la coupe du parti, et par conséquent sous celle de l'État : en effet, dès juillet et août 1918, tout ce qui n'est pas bolchevik dans les soviets est supprimé. Fin août tous les partis sont mis hors la loi. Les élections aux soviets et dans les syndicats sont supprimées, les comités d'usine liquidés. Au II^e congrès panrusse des syndicats (16-25 janvier 1919), un délégué se plaint que « même s'il existe dans la plupart de nos régions des institutions représentant le mouvement syndical, les membres de ces institutions ne sont ni élus, ni ratifiés. » Le même délégué se plaint également que « quand il y a des élections et que les individus élus ne plaisent pas au Conseil central ou aux pouvoirs locaux, les élections sont annulées très facilement et les élus remplacés par d'autres individus, plus dociles »¹⁸.

Tosstorff nous expose que la politique syndicale du pouvoir soviétique a eu au départ pour objet de mobiliser les travailleurs par « en bas » afin de révolutionner les syndicats et que, « beaucoup plus tard », sous les fronts populaires (1936), il s'est agi de « garantir des positions de leadership dans les syndicats » afin d'exercer une influence « par en haut ». Là encore je partage ce que dit Tosstorff quant au processus qu'il décrit mais pas son minutage. En effet, c'est dès juillet 1920, c'est-à-dire dès le 2^e congrès de l'Internationale communiste, que le projet a été clairement exposé de prendre le contrôle du mouvement syndical : la 9^e condition d'admission à l'IC est sans ambiguïté :

« Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres

18 Cité par Maurice Brinton, « Les bolcheviks et le contrôle ouvrier », *Autogestion et socialisme*, n° 24-25, 1973, p.132. (Vtoroi vserossiiski s'yezd professionalnykh soyuzov stenograficheski otchet [Second Congrès Panrusse des syndicats, rapport sténographié], Moscou, Editions Syndicales Centrales, 1919, I, 34.)

organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés, dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du 'centre'. Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti. »

Mais il est vrai cependant que maintenant que les communistes entendent participer directement à l'activité syndicale « par en-haut », ouvertement, l'ISR devenait inutile, voire néfaste à l'intégration des communistes dans les structures dirigeantes réformistes du mouvement syndical international et contrariait la stratégie de Front unique et l'unité d'action avec les centrales réformistes. Ainsi Tosstorff nous dit-il que « la liquidation de l'ISR fut par conséquent le résultat logique du changement de la politique syndicale des communistes, de même qu'il est bien connu que la fin de l'ISR fut suivie de la dissolution du Komintern seulement quelques années plus tard ». (p. 821.)

Conclusion

Le reflux de la vague révolutionnaire est illustré par l'échec de l'Action de Mars en Allemagne centrale, par l'incapacité des communistes à constituer des partis de masse en France, en Italie, en Grande Bretagne. Zinoviev lui-même finit par admettre, au V^e congrès de l'IC, que l'Internationale syndicale rouge avait été créé alors que le mouvement révolutionnaire était en déclin.

La structure même de l'ISR, ambiguë, n'était pas un gage de succès. Il était en effet devenu totalement contradictoire, après l'adoption de la stratégie de Front unique, de travailler au sein des syndicats affiliés à l'Internationale d'Amsterdam, et en même temps de préconiser l'affiliation de ces organisations syndicales à l'ISR, d'autant que l'écrasante majorité des syndicats affiliés à Amsterdam se refusaient à s'engager dans une scission. La seule exception fut la France, où une scission de la CGT, opérée en 1921, fut contrôlée éphémèrement — une quinzaine d'années — par les communistes, jusqu'à la réunification en 1936.

Pratiquement dès sa création, l'ISR adopta une tactique qui lui imposait de coopérer précisément avec l'organisme pour la destruction duquel elle avait été créée. De 1922 à 1927, les dirigeants communistes russes ont échoué à faire fusionner l'ISR avec l'Internationale d'Amsterdam. La phase ultra-gauche qui a suivi jusqu'en 1934, inspirée par Staline, ne fut que la prémisse de la dissolution de l'Internationale syndicale rouge en 1937.

Le livre extraordinairement documenté de Reiner Tosstorff sur l'Internationale syndicale rouge, dont je n'ai rapidement survolé que quelque aspects, constitue désormais un travail de référence incontournable pour tout examen de la de la politique internationale du mouvement syndical et du mouvement communiste de l'après Grande Guerre.

Je pense que nous pouvons considérer comme « définitif », en tout cas pour encore longtemps, le travail de Reiner Tosstorff sur l'Internationale syndicale rouge. Naturellement, Tosstorff a réalisé un travail académique – son livre est en fait une thèse de doctorat et on ne peut donc pas reprocher à son auteur de ne pas être anarchiste et de ne pas développer un certain nombre de points, ou d'en minimiser d'autres, qu'un historien de culture libertaire aurait développés ou n'aurait pas minimisés. Il ne s'agit évidemment pas non plus de réécrire une histoire « anarchiste » de l'ISR, car cela reviendrait à tomber dans l'idéologie. Il s'agit plutôt de développer plus en profondeur certains aspects de l'histoire de la classe ouvrière internationale de l'époque, tels que les raisons complexes du refus de la CGT française d'assister au Congrès syndical international de 1913, les circonstances plus précises de la fondation de l'AIT de Berlin, la profonde fracture, remontant loin dans le temps, qui divisa le mouvement syndicaliste révolutionnaire, etc. Toutes ces questions sont effectivement abordées dans le livre de Tosstorff, mais j'avoue que le lecteur libertaire reste sur sa faim.

Il ne faut pas voir ces remarques comme une critique du travail de Tosstorff, mais comme une invitation à continuer la recherche, une incitation pour les libertaires à faire leur part du travail.



Commentaires additionnels

Après un examen « généraliste » de l'ouvrage de Reiner Tosstorff, j'aimerais faire quelques commentaires d'un point de vue strictement libertaire sur un certain nombre de passages dans lesquels l'auteur évoque le mouvement anarchiste en particulier.

◆ Les Anarchistes contre les syndicats

Concernant la position des anarchistes sur les syndicats, voici ce que dit Reiner Tosstorff :

« Il y avait des courants importants dans le mouvement anarchiste, et pas seulement des courants individualistes, qui rejetaient par principe l'activité dans les syndicats, sous le prétexte que ce n'étaient pas des organisations révolutionnaires, mais étroitement corporatistes. Il convient d'ajouter que les associations d'anarchistes, fondées sur le principe du volontariat et sur des convictions politico-théoriques communes, ou sur des attitudes partagées concernant les questions les plus générales de l'existence humaine, étaient fondées sur des bases très différentes de celles des syndicats, orientés vers des critères économiques « objectifs ». (p. 4-15, note 12)

La deuxième phrase de cette citation me paraît curieuse. Tosstorff croit devoir préciser que l'adhésion aux « associations d'anarchistes » est volontaire, qu'elle se fait sur la base de convictions « politico-théoriques » communes, etc. Mais on peut dire cela de n'importe quelle organisation politique.

En revanche Tosstorff a parfaitement raison de dire qu'il y a eu des courants anarchistes non négligeables qui rejetaient fortement le travail dans les syndicats puisque ces derniers, par leur nature, étaient naturellement enclins au réformisme. Mais cette formulation est beaucoup trop schématique pour être acceptable et peut induire le lecteur en erreur. Il est vrai que dans les années 1890 le mouvement anarchiste (en France en tout cas) était très influencé par l'individualisme et rejetait le syndicalisme, qualifié parfois de « réactionnaire ». Rappelons cet article du *Libertaire* de mai 1897 – et il fut loin d'être le seul – qui considérait que se syndiquer,

c'était « faire œuvre bourgeoise, réactionnaire »¹⁹. Rappelons aussi que le courant anarchiste communiste ibérique consacra des efforts considérables à détruire le mouvement syndical héritier de la Fédération espagnole de l'Internationale.

Pendant un temps, nombre d'anarchistes se réfugièrent dans l'idée que la lutte revendicative était intrinsèquement réformiste, que seule comptait l'action qui menait *directement* à la révolution [quelle action mène *directement* à la révolution ???], et qu'ils ne devaient pas se disperser dans l'action syndicale – à un moment où la répression étatique se faisait très vive et la montée de la tendance réformiste dans la CGT prenait de l'ampleur.

Si une partie du mouvement anarchiste s'opposait au principe même du travail dans les syndicats, une autre partie du mouvement s'opposait à ce que les anarchistes s'y investissent trop, à ce qu'ils considéraient comme une *logique d'absorption* de la CGT : il fallait « rester complètement anarchiste, dans les syndicats comme ailleurs »²⁰. Le problème est que l'idée de « rester complètement anarchiste dans les syndicats » a pour conséquence : soit la remise en cause de toute revendication immédiate et partielle, ce qui dans les faits conduit à rendre inutile l'existence des syndicats ; soit la transformation des syndicats en groupes affinitaires, comme ce fut le cas de la Fédération jurassienne à la fin. C'était incohérent. Le compte rendu fait par Marc Pierrot d'une conférence du militant suisse Bertoni, organisée en 1910 par *Les Temps Nouveaux* est significatif. On peut y lire ce commentaire : « Nous ne pouvons rien attendre que de l'expropriation »²¹. (Que fait-on en attendant ?) Il va de soi que, puisque pour ces anarchistes l'action revendicative au jour le jour n'avait pas lieu d'être, les travailleurs eurent vite fait de comprendre qu'il ne fallait pas compter sur ceux des anarchistes communistes qui développaient cette thèse. Ajoutons que Marc Pierrot était médecin, journaliste et critique d'art et devait être personnellement peu sensible à une augmentation, même minime, des salaires ouvriers, ou à une diminution, même minime, du temps de travail.

Si le débat anarchisme/syndicalisme révolutionnaire a pu prendre une tournure parfois vigoureuse, il convient de préciser que ce débat était

19 H. Dhorr, « La Loi des salaires », *Le Libéraire*, n° 78, 5-11 mai 1897.

20 J. Mesnil, *l'Esprit révolutionnaire*, in *Les Temps Nouveaux*, 13 mars 1909. Ce débat est décrit avec précision par Maurizio Antonioli dans *Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme, Organismes spécifiques et organismes de masse : le débat au début du siècle (1907-1914)*, éditions Noir & Rouge.

21 M. Pierrot, « La Conférence de Bertoni », *Les Temps Nouveaux*, 11 juin 1910. On n'est pas certain que Bertoni lui-même ait prononcé ces paroles ; il ne s'agit que d'un compte rendu de ses propos, sujet à interprétation.

essentiellement le fait des anarchistes « spécifiques » qui, pour l'essentiel, n'étaient pas à la CGT et qui pour la plupart n'auraient pas pu y adhérer, n'étant pas salariés. La plupart des « ténors » du mouvement anarchiste de l'époque – ceux qui écrivaient dans les nombreuses revues anarchistes – n'étaient pas des travailleurs salariés.

Malatesta, fin observateur, fit le constat que cette situation « a induit beaucoup de camarades à se retirer du mouvement syndical et même à le combattre comme quelque chose de réactionnaire et de nuisible ». La conséquence, reprend Malatesta, en a été que « notre influence parmi ces ouvriers a diminué et que le champ a été laissé libre à ceux qui désiraient exploiter le mouvement dans un intérêt personnel ou dans un intérêt de parti »²². Le constat est sévère.

Le militant syndicaliste révolutionnaire Alfred Rosmer déclara en septembre 1912 que « la plus grande partie d'entre eux [*les anarchistes*] ne sont pas dans la CGT. Ils sont en dehors de la CGT parce qu'ils ne sont pas ou ne peuvent pas être syndicalistes²³. » Rosmer, tout syndicaliste révolutionnaire qu'il soit, n'éprouve pas une sympathie débordante pour les anarchistes, et il déforme un peu les faits. En effet, si dans un premier temps les anarchistes étaient réticents à entrer dans les syndicats, ils comprirent vite leur erreur. L'une des premières motivations à leur entrée dans les syndicats, comme le montre la lecture de la presse anarchiste du tournant du siècle, fut d'y combattre l'influence « autoritaire » des socialistes.

Les rapports de police montrent qu'à la veille de la guerre la plupart des anarchistes *en mesure de se syndiquer* étaient à la CGT. Ils ne sont simplement plus identifiables en tant qu'anarchistes. Un rapport de police datant de 1908²⁴ lie la chute des ventes du *Libertaire* au fait que « l'intégralité ou presque de ses lecteurs sont maintenant syndicalistes et ne trouvent plus de quoi les intéresser dans ce journal ». Ce rapport dit que « la situation du journal "Le Libertaire" est absolument désespérée » ; « ...il ne répond plus à aucun besoin ; le genre anarchiste qu'il représente n'existe pour ainsi dire plus. Actuellement, presque tous les anarchistes sont syndicalistes et antimilitaristes d'abord, et les journaux représentant ces conceptions et ces méthodes d'action ne manquent pas et offrent plus d'intérêt que le "Libertaire" qui, malgré tous ses efforts, n'a pu se mettre absolument à l'unisson. » Voilà un diagnostic qui dévoile assez précisément la situation du mouvement anarchiste de l'époque.

22 Malatesta, « Anarchisme et syndicalisme », *Les Temps Nouveaux* 28 décembre 1907.

23 A. Rosmer, *Il sindacalismo francese e le menzogne di Cesare Alessandri*, in « L'Internationale », 27 septembre 1912. Cité par Maurizio Antonioli, *op. cit.*

24 Archives nationales, Site de Pierrefitte-sur-Seine, Fonds de Moscou, versement 19940494 art. 54.

Le rapport poursuit : « Certes, il y a encore des anarchistes non syndicalistes, mais pas en nombre suffisant pour faire vivre un journal, et précisément pour ceux-là aussi, le “Libertaire” ne présente plus d’intérêt, ayant trop voulu faire du syndicalisme. Bref, il est trop syndicaliste pour les anarchistes purs, et pas assez pour les autres. » Le rapport de police est pessimiste sur l’avenir du journal : « Sébastien Faure interviendra sans doute encore pour en retarder la disparition définitive, mais cette disparition est fatale. Seule *L’Anarchie*, malgré les dissentiments de ses rédacteurs et son manque presque absolu de lecteurs, continue à être dans une bonne situation budgétaire, grâce à ses mystérieuses ressources. » (*Je souligne.*) On ne s’attardera pas plus avant pour savoir en quoi consistaient ces « mystérieuses ressources ».

Il en résulte que si Tosstorff a raison de dire qu’il y eut des anarchistes opposés au syndicalisme, il faut aussi préciser que cette situation ne dura pas et que rapidement, de 1897, par exemple (date de l’article du *Libertaire*) à 1908 (date du rapport de police mentionné), la situation s’inversa, du fait même de *la contribution décisive des anarchistes à la formation du courant syndicaliste révolutionnaire*.

A cela, il faut ajouter une chose : le rôle déterminant des Bourses du travail d’abord, puis de la Fédération des Bourses du travail fondée en 1892, dans laquelle les anarchistes jouèrent un rôle déterminant.

◆ La CGT contre le congrès de Londres de 1913

Le refus de la CGT de participer à Londres au congrès international syndicaliste révolutionnaire de 1913 est une affaire très complexe et ne peut être compris si on n’a pas à l’esprit : a) que la Confédération avait abandonné à ce moment-là toute perspective révolutionnaire, et qu’elle n’était plus syndicaliste révolutionnaire. b) que ses efforts étaient tournés vers des tentatives désespérées pour éviter la guerre et que sa stratégie ne passait pas par l’adhésion à une Internationale syndicaliste révolutionnaire. Tosstorff nous dit que ce congrès « fut marqué par le refus de la CGT, qui était alors largement révolutionnaire, de se retirer de la Fédération internationale des syndicats, dominée par la social-démocratie, et par son refus d’adhérer à une internationale syndicaliste révolutionnaire à construire. » D’abord, en 1913, la CGT n’était plus, depuis un moment, « largement révolutionnaire ». Depuis plusieurs années, elle avait progressivement abandonné ses principes syndicalistes révolutionnaires initiaux. Cela avait commencé au congrès d’Amiens, dont la fameuse « charte » ne fut pas l’exposé des principes du syndicalisme révolutionnaire mais la reconnaissance de la division du travail entre syndicat et parti. La fameuse « neutralité » proclamée dans cette « charte » est la simple acceptation de l’idée que le syndicat fait du syndicalisme et le parti de la politique. Peu après le congrès d’Amiens eut lieu un congrès du Parti

socialiste (qui venait de s'unifier en 1905 et qui constituait dès lors un nouveau pôle d'identification de la classe ouvrière) lors duquel les délégués du parti s'étaient montrés très satisfaits du récent congrès de la CGT. Édouard Vaillant (député socialiste, ex-anarchiste) déclara que le congrès d'Amiens était une victoire sur les anarchistes, et Victor Renard, guesdiste et dirigeant de la puissante fédération CGT du Textile, triompha en disant que « les anarchistes qui prédominent à la CGT ont consenti à se mettre une muselière »²⁵. On parle bien ici d'anarchistes, pas de syndicalistes révolutionnaires. La lecture attentive des débats du congrès d'Amiens montre bien que l'ennemi des réformistes, ce sont les anarchistes. Édouard Vaillant, encore lui, déclara lors de ce congrès socialiste : « Les membres de la Confédération Générale du Travail ont montré, à Amiens, que leur conception s'accordait avec la nôtre beaucoup plus que nous ne le croyions et le Congrès d'Amiens a abouti à une conclusion que personne de nous n'eût pu espérer. C'est tout ce que nous pouvions attendre et la décision d'Amiens nous donne entière satisfaction²⁶. » Une lecture attentive des comptes rendus intégraux des congrès de la CGT et du Parti socialiste permettrait de remettre à leur place un certain nombre d'idées reçues. Bref, si le congrès d'Amiens marqua la prétendue apogée du syndicalisme révolutionnaire, les socialistes réformistes se montrèrent très satisfaits du syndicalisme révolutionnaire. Ces remarques révèlent, à côté d'un courant réformiste dans la CGT (Victor Renard du Textile, Keufer du Livre, et beaucoup d'autres), la présence d'un courant anarchiste manifestement fort, mais qui a subi une défaite au congrès d'Amiens ; et on sait qu'au sein du courant syndicaliste révolutionnaire il existait une fraction « moderniste », celle de Monatte et de la *Vie ouvrière*, qui était opposée aux anarchistes. On peut émettre l'hypothèse que cette fraction « moderniste » s'est vraisemblablement alliée avec les réformistes contre les anarchistes.

Monatte jouera plus tard un rôle essentiel dans le refus de la CGT de participer au congrès syndicaliste révolutionnaire de 1913. Après la révolution russe il s'opposa aux anarchistes qui refusaient l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge. Il y a une réelle cohérence dans cette série de prises de position. Le déclin du courant syndicaliste révolutionnaire résulte de plusieurs facteurs :

- La montée irrésistible du courant réformiste dans la CGT, consécutive d'une part à l'adhésion d'un certain nombre de fédérations puissantes (Textile, Imprimerie) dirigées par des réformistes.

25 Cf. « L'anarchosyndicalisme, l'autre socialisme », Jacky Toublet, Préface à La Confédération générale du travail d'Émile Pouget, Editions CNT Région parisienne, 1997.

26 Minutes du congrès socialiste de Limoges, novembre 1906, pp. 94-95. Cf. <https://bataillesocialiste.files.wordpress.com/2008/07/congres1906o.pdf>

- Le remplacement progressif, par le jeu des élections, des élus révolutionnaires par des élus réformistes.
- L'échec, à partir de 1908, d'un certain nombre de grèves parfois sanglantes et toujours suivies d'une répression impitoyable qui contraignit la direction confédérale faire le choix de cesser la pratique de confrontation permanente pour favoriser, si possible, la négociation.

Le refus de la CGT de participer au congrès international syndicaliste révolutionnaire de 1913 a cependant d'autres explications que le simple rejet de l'action révolutionnaire. Cela faisait longtemps que le mouvement ouvrier français savait qu'il y aurait un jour une guerre entre la France et l'Allemagne. Il y eut en 1893 un congrès (donc deux ans avant la fondation de la CGT) convoqué par les bourses du travail, qui rassembla tout le mouvement ouvrier de l'époque. A l'unanimité moins une voix, ce congrès prit position en faveur de la grève générale en cas de guerre entre les deux pays.

La CGT, ensuite, fit d'innombrables tentatives auprès des organisations ouvrières allemandes pour tenter de parvenir à un accord sur une action commune en cas de guerre. Toutes ces tentatives se heurtèrent à un refus méprisant de la part des dirigeants socialistes allemands. La CGT était alors membre de la Fédération internationale des syndicats, dont elle s'était retirée un moment pour protester contre le mépris avec lequel ses propositions d'action commune étaient accueillies, puis sous la pression des réformistes, elle réintégra la FSI. A tort ou à raison, la direction confédérale, obsédée par la perspective de guerre, a espéré jusqu'au dernier moment pouvoir amener les dirigeants socialistes allemands à un accord sur une action commune. Là se trouve la raison principale de son refus de participer au congrès de Londres de 1913 : la conviction qu'il serait plus efficace de continuer de faire pression sur les dirigeants allemands de la FSI. Mais il y a une autre raison.

Ajoutons que Pierre Monatte joua un rôle décisif dans le refus de la CGT à participer à ce congrès. A cette époque il représentait, avec le journal *La Vie ouvrière*, une fraction « moderniste » au sein du mouvement syndicaliste révolutionnaire, opposée aux anarchistes. Son attitude par rapport au congrès de Londres de 1913 préfigure d'une certaine manière celle qu'il adoptera envers les révolutionnaires qui refuseront l'adhésion à l'ISR. Le réponse à l'invitation au congrès n'avait pas été signée par la direction confédérale, mais par *La Vie ouvrière*. L'équipe de la *Vie ouvrière* avait repoussé comme « chimérique » l'espoir que le congrès de 1913 fournirait les moyens de mettre en œuvre la solidarité entre les minorités syndicalistes révolutionnaires des différents pays. Les avantages escomptés du congrès semblaient minimes, pensait-on, au regard des inconvénients qui pourraient résulter de la création d'une nouvelle Internationale : en effet, les

militants français, constatant les scissions entre syndicalistes révolutionnaires et réformistes dans les autres pays, déclaraient que la création d'une nouvelle Internationale conduirait au durcissement des divisions déjà existantes et à la création de scissions là où il n'y en avait pas encore. C'est « évident comme un axiome. Cela n'a pas besoin d'être démontré », peut-on lire dans *La Vie ouvrière* du 5 septembre 1913²⁷.

◆ L'affaire du « pacte »

Tosstorff écrit que « les anarchistes et syndicalistes “purs” [...] avaient conclu un pacte secret en février 1921, qui ne fut révélé qu'un an plus tard, selon lequel ils s'accordèrent à provoquer la scission qu'ils estimaient nécessaire, qui leur permettrait de décider de la direction de la nouvelle organisation »²⁸. (p. 216).

De quoi s'agit-il ? Ce « pacte » daté de février 1921, fut signé par dix-huit syndicalistes révolutionnaires, dont Pierre Besnard – mais pas par Victor Griffuelhes²⁹. Il suscita une certaine indignation, de bonne foi du côté des libertaires, mais surtout de mauvaise foi chez les communistes et les compagnons de route de l'époque³⁰. Ce pacte dit entre autres choses ceci :

« Nous nous engageons à œuvrer par tous les moyens en notre pouvoir pour qu'à la tête et dans tous les rouages essentiels du C.S.R., principalement à la tête de la C.G.T. quand elle sera en notre pouvoir et sous notre contrôle, nous assurions l'élection, aux postes les plus en vue et responsables, tant au point de vue des conceptions théoriques qu'à celui de l'action pratique, des camarades purement syndicalistes révolutionnaires, autonomistes et fédéralistes. »

Tosstorff semble considérer comme acquis que Victor Griffuelhes se trouvait derrière cette initiative. Il se fonde sur le livre de Bruce Vandervoort, qui ne fournit rien de probant à l'appui de cette thèse. Jean

27 Voir Wayne Thorpe, *Towards a Syndicalist International : the 1913 London Congress*, (Digital edition).

28 Dans un résumé qui a circulé bien avant la publication de son livre, Tosstorff expose la question en d'autres termes : « ...En outre, derrière la majorité de la délégation française [en Russie], il y avait un “pacte secret”, orchestré par Victor Griffuelhes, un vétéran de la CGT d'avant-guerre depuis longtemps marginalisé, en vue d'assurer sur l'opposition révolutionnaire dans la CGT une hégémonie syndicaliste révolutionnaire indépendante de toute ingérence de parti. » « La confrontation du syndicalisme révolutionnaire avec le bolchevisme. » (Syndicalist encounter with bolshevism) (<http://monde-nouveau.net/spip.php?>

Maitron, qui aborde ce sujet dans *Le mouvement anarchiste en France*, reste lui aussi très vague et ne fait que des suppositions.

On reste toutefois confondu par la naïveté des militants qui ont élaboré d'abord, signé ensuite ce pacte, mais aussi par leur maladresse. Les dispositions de ce pacte peuvent certes choquer, parce qu'elles rompent avec une vision angélique du syndicalisme, mais à cette époque-là, une telle vision n'avait plus cours. Elle avait d'autant moins cours que les communistes français de l'époque, leurs conseillers soviétiques et Lozovsky lui-même (président de l'Internationale syndicale rouge) s'évertuaient à dire que la charte d'Amiens et l'indépendance syndicale étaient des notions dépassées !!! Le vertueux Monatte, qui s'indigna de l'existence de ce pacte dont les motivations tenaient à la volonté de ses signataires de soustraire la CGTU à l'influence communiste, sera expéditivement exclu du parti communiste peu après et ignominieusement traité par la presse du parti.

Ceux qui s'indignaient de ce pacte passaient sous silence les « Conditions d'admission à l'Internationale communiste » décidées huit mois plus tôt (juillet 1920), que Monatte *ne pouvait pas ignorer*, dont l'une des clauses dit :

« Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés, dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du « centre ». Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti. »

Est donc mise en place par les communistes une stratégie de pénétration dans toutes les structures de la classe ouvrière en vue d'en prendre le contrôle. Aucun militant syndicaliste révolutionnaire de l'époque ne pouvait ignorer l'existence de cette politique. Tous ceux qui prirent la décision de soutenir la politique du gouvernement soviétique et de ses institutions internationales, aussi bien l'Internationale communiste que l'Internationale syndicale rouge, savaient nécessairement. Aussi lorsque Monatte écrit

article671)

29 Sur cette personnalité significative du mouvement ouvrier français, voir Bruce Vandervoort, Victor Griffuelhes and French Syndicalism, 1895-1922, Baton Rouge, 1996. [Note de R. Tosstorff]

30 Voir le texte de ce « Pacte » sur <http://monde-nouveau.net/spip.php?article596>.

dans *L'Humanité* que « leur “Pacte”, c’est la négation et la destruction du syndicalisme »³¹, il savait très bien ce qu’il en était.

Le « Pacte » de Besnard n’est rien d’autre que la réplique à cette attaque généralisée du communisme contre le mouvement syndical. Une réplique très maladroite. En outre, les signataires de ce document ont fait une ânerie incroyable : ils ont rédigé un texte réputé « secret », expliquant ce qu’ils allaient faire, et en plus, ils l’ont signé ! C’est confondant de maladresse parce qu’il eût été bien plus intelligent de proclamer publiquement leur intention. C’était faire preuve d’une candeur invraisemblable que d’imaginer que l’information n’allait pas circuler.

Lorsque l’existence du « Pacte » et son texte intégral furent révélés le dans *La Bataille syndicaliste* (15 juin 1922), celui-ci était dissous depuis près d’un an. Mais nous étions à un moment où ça arrangeait le plus ses adversaires : à la veille du congrès de la CGTU... Un hasard ???

Concluons sur Griffuelhes. C’était certes un « vétéran » de la CGT : il avait été à sa tête de 1901 à 1909 et en avait été un acteur décisif pendant la période héroïque de la confédération, et je ne pense pas que les militants de 1920 l’aient oublié, d’autant qu’il était alors un militant actif des Comités syndicalistes révolutionnaires, dans lesquels il avait soutenu les libertaires. Dire qu’il était « marginalisé » dans la CGT, c’est donc aller un peu vite en besogne. Il avait ensuite collaboré à la *Vie ouvrière*. A-t-il « orchestré » le « Pacte » ? Alors que Tosstorff est affirmatif, le « Maitron en ligne » se contente de dire qu’il « semble avoir été à l’origine du fameux “Pacte” secret ». Le fait est qu’il n’en est pas le signataire, ce qui est surprenant pour un militant qui l’aurait « orchestré ». A titre strictement personnel, je dirai que, bien plus expérimenté que la plupart des signataires du Pacte, s’il l’avait effectivement « orchestré » il aurait probablement mieux fonctionné.

31 Voir : Monatte dans *L'Humanité* du 22 juin 1922 : « Leur “Pacte”, c’est la négation et la destruction du syndicalisme ». (<http://monde-nouveau.net/spip.php?article595>)

Table des matières

Recension et commentaire du livre de Reiner Tosstorff, <i>The Red International of Labour Unions (RILU) 1920-1937</i>	1
Le mouvement libertaire connaît peu l'Internationale syndicale rouge	4
Soutenir le pouvoir soviétique.....	6
La révolution allemande.....	9
La vague révolutionnaire avait reflué.....	12
Les débats qui ont parcouru l'ISR.....	14
L'ISR cessa rapidement de devenir un enjeu.....	17
Conclusion.....	19

Commentaires additionnels.....	20
◆ Anarchistes contre les syndicats.....	20
◆ La CGT contre le congrès de Londres de 1913.....	23
◆ L'affaire du « pacte ».....	26